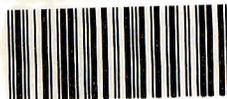


W 113(2)

kl

Biblioteka Główna i OINT
Politechniki Wrocławskiej



100100219272

La question
de la
Haute-Silésie

au point de vue polonais

par

Dr. August Müller
ancien secrétaire d'Etat



1921

Verlag Ernst Liffaß' Erben, Berlin

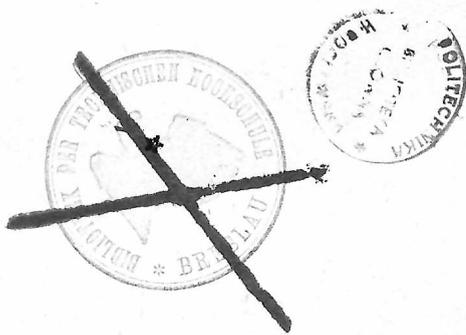
Mr. 60

La question
de la
Haute-Silésie

au point de vue polonais

par

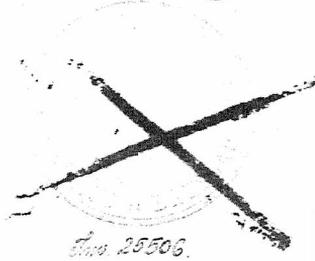
Dr. August Müller
ancien secrétaire d'Etat



1921

Verlag Ernst Litfaß' Erben, Berlin

1931. 1841.



Inv. 25506.



351482 *LM*

L'on chercherait vainement dans la littérature politique d'avant-guerre des symptômes, montrant qu'il existait une question de Haute-Silésie. Elle ne surgit que pendant la guerre, à l'occasion du problème polonais et en corrélation avec lui; et, ce furent les dispositions du Traité de Versailles qui lui donnèrent la qualité d'une question spéciale, intéressant au plus haut point l'Europe entière. Depuis deux ans, la presse européenne discute le problème de la Haute-Silésie, et plus la date du plébiscite approche, plus grands deviennent les efforts, en vue d'échauffer l'opinion publique, dans les pays ci-devant ennemis et dans les pays neutres, dans la question du sort de la Haute-Silésie. Au milieu de cette campagne de propagande, l'ancien Président du Conseil Polonais, M. Kucharzewski, a pris la parole, et a exposé „le dilemme de la Haute-Silésie“ dans dix sept colonnes que „La Gazette de Lausanne“ du 21 janvier avait mise à sa disposition. Les considérations qu'il y développe appellent une réfutation, au point de vue allemand.

I.

La Question Nationale.

Dans le projet du Traité de Paix, les hommes d'Etat de l'Entente, partant du point de départ que tous les territoires indiscutablement polonais devaient être cédés par l'Allemagne à la Pologne, avaient également attribué à celle-ci la Haute-Silésie. Ce n'était que juste, déclare Monsieur Kucharzewski, car la „Régence d'Oppeln“ est aussi indiscutablement polonaise que la Posnanie. Sa démonstration, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, concorde mal avec le fait que, malgré le principe solennellement proclamé par l'Entente, dans le Traité définitif la Haute-Silésie ne passa pas à la Pologne. M. Kucharzewski

cherche l'explication de la concession du plébiscite, que les auteurs du Traité firent à l'Allemagne, dans les effets de l'argument qu'au point de vue économique l'Allemagne ne pouvait se passer de la Haute-Silésie, et que la perte de ce territoire entamerait fortement sa possibilité de satisfaire aux obligations d'indemnité qui lui incombent. Il est peu admissible que ce ne sont que ces considérations là qui ont déterminé l'Entente à subordonner le sort de la Haute-Silésie au résultat d'un plébiscite, car elles ont la même valeur à l'égard des autres changements territoriaux que le Traité de Paix a imposés à l'Allemagne. Il y a plutôt lieu d'admettre que les hommes d'Etat de l'Entente n'étaient pas si certains du caractère polonais des territoires disputés, et que c'est ce doute qui a dicté leur décision définitive. Nous allons voir combien ces doutes sont justifiés. En tous cas, la démonstration de Monsieur Kucharzewski n'est pas capable d'ébranler les faits historiques et géographiques, qui font apparaître le prétendu caractère polonais de la Haute-Silésie comme tout au moins fort problématique.

Monsieur Kucharzewski considère comme une chose évidente que la population de la Haute-Silésie a, de tout temps, dans sa grande majorité, été polonaise, et ne voit pas de raison de la traiter autrement que la Posnanie. Il prétend que dans la note remise à Versailles, par M. le Comte Brockdorff-Rantzau, le 29 mai 1919, la douloureuse perte pour l'Allemagne, de la Haute-Silésie était considérée comme un „fait accompli“. Le texte même des contre-propositions du Gouvernement Allemand aux conditions de Paix, tout autant que la Note d'envoi, qui fut remise en même temps, ne donnent aucun appui à cette assertion. La Note d'envoi dit textuellement: „Personne ne soutiendra que cette observation soit la reconnaissance d'un „fait accompli“. La Section „Haute-Silésie“, au Chapitre des questions territoriales des contre-propositions allemandes conteste énergiquement l'application du principe des nationalités donne à la Pologne un droit indiscutable sur la Haute-Silésie. Bien au contraire, la cession envisagée de la plus grande partie de ce territoire y est caractérisée de „une violation de l'organisme géographique et économique de l'Allemagne, que rien ne justifie“. Après avoir justifié plus amplement ce point de vue, la Note indique expressément que le seul argument invoqué par la Pologne à l'appui de ses prétentions, à savoir la prédominance d'un dialecte polonais

dans le langage courant d'une grande partie de la population, n'est pas le signe caractéristique d'une nationalité et ne comporte pas en soi une contradiction avec le sentiment national allemand. Il ne peut donc pas être question de résignation et de reconnaissance tacite de la perte de la Haute-Silésie, qui seraient contenues dans les contrepropositions allemandes, transmises les 29 mai.

Comme argument principal, Monsieur Kucharzewski invoque la statistique linguistique de la Haute-Silésie, et prétend que les journaux allemands eux-mêmes ne discutaient que la seule question de savoir si c'était $\frac{1}{3}$ ou $\frac{2}{5}$ de la population qui se servaient de la langue allemande. Il n'est pas nécessaire de les suivre sur ce terrain, car personne en Allemagne ne conteste que le dialecte appelé „wasser-polnish“ soit la langue véhiculaire de la majorité des Silésiens. Ce ne sont que les conclusions tirées de ce fait qui sont contestées du côté allemand. Aussi bien Monsieur Kucharzewski se garde-t-il d'examiner de plus près les autres faits qui, à côté de la statistique linguistique, doivent servir à former un jugement au sujet du sentiment national en Haute-Silésie. Les élections du Reichstag par exemple donnent une image tout à fait différente de celle que la statistique linguistique pourrait produire. En se servant du recensement de 1910, pour établir le nombre d'électeurs de langue polonaise et ceux de langue allemande, on trouve 1 254 000 Polonais et 928 444 Allemands. 171 177 Polonais, et 132 391 Allemands ont pris part au vote. N'empêche que le nombre de votes polonais ne fût que 93 629, tandis que les votes allemands s'élevèrent à 209 939. Voilà un résultat significatif. Les candidats polonais n'ont obtenu que 54 % des voix des électeurs de langue polonaise. Les autres ont voté pour les candidats allemands. Si l'on compte que 1,2 millions d'habitants de la Haute-Silésie se servent de la langue polonaise, ces 93 629 électeurs polonais ne correspondent même pas à la moitié de la population polonaise, en comptant un électeur par 5,4 âmes. Les 55 597 âmes, qui peuvent, sur la base de ce calcul, être supposées se trouver derrière ces électeurs polonais, ne constituent que les 22,9 % de l'ensemble de la population, c'est à dire, que quoique plus de la moitié de la population haute-silésoienne se serve de la langue polonaise, $\frac{1}{5}$ seulement a une conscience nationale polonaise. La résultat des élections à l'Assemblée nationale allemande du 19 janvier 1919 prouve que la guerre mondiale n'a pas modifié cette situation. A cette occasion, la presse polonaise avait préconisé l'abstention,

et qualifié de partisans de l'Allemagne et de traîtres à la Pologne ceux qui prendraient quand même part au vote. Malgré cela, 60 % des électeurs inscrits prirent part au vote et déposèrent des bulletins allemands. Etant donné qu'aux élections pour le Nationalrat, 10 % en moyenne des électeurs s'abstinrent, le nombre de Polonais qui ont obéi au mot d'ordre du parti dépasse quelque peu 20 %. Quoiqu'entre ces deux élections se place la guerre mondiale, la volonté de la population, manifestée ainsi par ces élections, n'a donc pas, de 1912 à 1919, subi un changement appréciable.

L'on comprend que Monsieur K. préfère passer sous silence la statistique électorale. Mais le vote au sujet de la langue véhiculaire de l'enseignement de la religion, qui eut lieu en hiver 1919, montre que, en Haute-Silésie l'usage d'une langue ne correspond guère à un sentiment national. 22 % seulement des écoliers de la Haute-Silésie demandèrent alors que la religio fut enseignée en langue polonaise ou moravienne. Encore un résultat qui s'accorde mal avec l'assertion de Monsieur Kucharzewski, que, depuis 1335, époque à laquelle la Haute-Silésie fut rattachée à la Bohême, les habitants de la Haute-Silésie sont restés foncièrement polonais, comme ils l'étaient de temps immémorial. „Ils conservèrent pieusement leur langue, leurs coutumes et toutes les traditions polonaises“. Monsieur Kucharzewski n'est pas sans ignorer le point de vue allemand, à savoir que les habitants de la Haute-Silésie, parlant polonais, se considèrent il est vrai comme Haut-Silésiens, mais nullement comme Polonais. Le dialecte qu'ils parlent n'est pas une langue polonaise officielle; il est un mélange d'éléments polonais, tchèques et allemands. Lorsque l'agitation polonaise commença en Haute-Silésie, les orateurs, pour se faire comprendre de tout le monde, durent se servir de l'allemand. En fait, les différences entre la langue polonaise pure et le „wasserpolonais“ de la Haute-Silésie sont si grandes, que Polonais et Haut-Silésiens se comprennent difficilement. Monsieur Kucharzewski ne fait pas mention de cela, et ce silence est éloquent.

Un territoire séparé politiquement depuis 1163 de la Pologne proprement dite, antérieurement déjà colonisé par les Germains, augmenté depuis par des afflux toujours croissants d'éléments germains, enclavé enfin dans des régions polonaises, moraviennes, tchèques et allemandes, ne pouvait pas conserver une nationalité pure. L'influence d'une administration bohémienne d'orientation

essentiellement allemande, et, depuis 1742, de la souveraineté prussienne devait nécessairement amener une prépondérance de l'élément culturel allemand, lequel, orientant les habitants dans un sens allemand, ne pouvait presque pas être contrecarré par la formation d'une langue hybride. C'est là qu'il faut chercher les raisons pour lesquelles il n'y a pas, dans la majorité de la population de la Haute-Silésie, une poussée irrésistible vers l'union à la Pologne, se manifestant avec la force que l'on constate dans d'autres territoires-frontière en Europe. Il est d'ailleurs incontestable que la population de la Haute-silésie désire conserver ses traditions linguistiques et culturelles; mais ces aspirations ne vont pas jusqu'au désir d'une fusion avec la Pologne, et cette fusion n'est guère la condition de la conservation des traditions populaires du pays. Par la loi d'autonomie du 27 novembre 1920, le Gouvernement Allemand a ouvert à la population haute-silésoienne d'autres voies qui conduisent à ce but. Cette loi lui donne le droit, au cas où le plébiscite déciderait que la Haute-Silésie doit continuer à faire partie de l'Allemagne, de décréter, deux mois après la réinstallation de l'administration allemande dans le territoire actuellement occupé, par une consultation populaire, qu'un Etat de Haute-Silésie sera fondé. Si les habitants votent en ce sens, il leur appartiendra d'organiser immédiatement leur pays en „Bundesstaat“ allemand, avec assemblée régionale, autorités gouvernementales et administration autonome. La constitution de l'Allemagne abandonnant au pays le règlement des questions d'école, du culte et de l'enseignement en général et de toutes les questions culturelles, les habitants de la Haute-Silésie, en cas qu'ils se décident pour l'organisation d'un Etat — membre de l'Allemagne —, ont la faculté de résoudre toutes les questions, qui dans leur ensemble forment le problème national, d'après leur bon vouloir, et au moyen d'une administration autonome démocratique, selon la volonté de la majorité.

La loi d'autonomie polonaise, le „statut organique pour la woïwodie Haute-Silésie“, se distingue très défavorablement de la loi allemande par le fait qu'elle ne donne pas de vraie autonomie à la Haute-Silésie. Il fait de la Haute-Silésie une partie intégrale de la république polonaise, c'est à dire une province polonaise sans souveraineté autonome. L'Allemagne a décrété une loi conférant une nationalité spéciale à la Haute-Silésie. La Pologne entend faire des Haut-Silésoiens des Polonais. La woïwodie

Haute-Silésie ne peut pas exercer un pouvoir autonome, elle n'a que la faculté d'exercer une souveraineté restreinte, déléguée comme elle peut être déléguée à des provinces dans un Etat centralisé. Et même ces droits restreints que la loi d'autonomie polonaise concède aux habitants de Haute-Silésie, peuvent toujours être retirés, tandis que la qualité d'un „Bundesstaat“ autonome donne à la Haute-Silésie des droits et des fonctions jouissant des prérogatives constitutionnelles. Une woïwodie est gouvernée de Varsovie tandis qu'un „Bundesstaat“ allemand a le caractère d'un pays avec une administration autonome et est aussi indépendant du pouvoir central de Berlin que la Bade, la Saxe ou un autre pays.

Il est évident que par un tel règlement de la souveraineté de la Haute-Silésie, les questions nationales sont soustraites à toute influence illégitime de la culture allemande et que toute pression exercée contre la population de langue polonaise est rendue impossible. La constitution allemande rend du reste impossible l'application d'une telle pression contre l'élément polonais. Elle ordonne aux populations de la même région, différentes par la langue et les coutumes, de tolérer paisiblement les coutumes et intérêts de l'autre partie. A l'avenir, le régime de la Haute-Silésie serait donc fait de tolérance et d'échange de vues pacifique; tandis que, si le pays devait passer à la Pologne, il serait à craindre que les parties allemandes ne soient polonisées de force. La loi polonaise d'autonomie montre que cette crainte n'est pas chimérique, puisqu'elle déclare que seuls les habitants de la woïwodie de Haute-Silésie qui possèdent la qualité de citoyen de la République de Pologne jouiront de la plénitude des droits. La nationalité et le droit de citoyen étant légalement deux choses distinctes, la Pologne peut établir pour l'acquisition des droits civils des conditions que nombre d'Allemands résidant en Haute-Silésie ne seront pas en état de remplir. Il en résulterait qu'ils auraient bien la nationalité, mais pas le droit de citoyen, ce qui les exposerait à une oppression, qui prendrait les formes les plus variées. Si le plébiscite en Haute-Silésie répondait aux désirs de la Pologne, des rapports supportables entre l'Allemagne et sa voisine de l'Est, ainsi qu'une entente économique, si désirables au point de vue de l'assainissement des relations économiques de toute l'Europe, seraient fort compromis. Il n'en serait pas de même si la consultation populaire tournait à l'avantage de

l'Allemagne, car l'autonomie, telle que celle-ci l'a garantie à la Haute-Silésie empêche une pareille situation.

M. Kucharzewski passe tout cela sous silence. Il ne veut pas que l'on confonde des questions de nationalité avec des questions économiques, et proclame que les horreurs non encore oubliées de la guerre auraient suffisamment dû donner l'occasion aux hommes d'Etat de se rendre compte qu'une injustice dans des questions nationales constitue pour les peuples le plus grand des malheurs. C'est très vrai; mais c'est précisément pourquoi il faut trouver une solution répondant à la complexité du problème Haut-Silézien. Monsieur Kucharzewski qui, avec force indignation et pathos, s'insurge contre l'idée d'amalgamer des questions nationales et économiques, s'érige ainsi en représentant de cette idéologie nationale polonaise, dont il est facile de percer le mystère, si l'on considère la connexion économique entre la Haute-Silésie et l'Allemagne. Il est plus facile de faire des phrases que de tenir compte des dures réalités de la vie économique. Et c'est précisément pourquoi une appréciation objective des conjonctures hautes-siléziennes fera donner la préférence à la solution allemande de l'autonomie de la Haute-Silésie, celle-ci formant une synthèse entre les aspirations nationales et les besoins économiques du territoire contesté.

II.

Capacité économique de l'Allemagne.

Dans la lyre de M. Kucharzewski il ne manque pas de mélodies sereines et joyeuses. Il veut prouver à ses lecteurs que la Haute-Silésie appartient à la Pologne, non seulement en vertu du principe de nationalités, mais de plus qu'une telle solution n'aura pas de conséquences néfastes pour l'économie publique de l'Allemagne. „La situation économique de l'Allemagne, „dit l'ancien président du conseil polonais, „est brillante; le pays se remet des suites de la guerre, plus vite qu'on ne l'aurait cru. L'épanouissement économique de l'Allemagne actuelle est un fait clairement établi et indiscutable. Cet épanouissement se manifestera encore plus, le jour où ayant fixé le chiffre de ses redevances, l'Allemagne n'aura plus aucun intérêt à le cacher et où, enrichie par les expériences et les découvertes récentes, elle appliquera mieux son talent d'organisation à résoudre les difficultés sociales inhérentes à cette époque de transition.“ Une Allemagne tellement riche, avec un avenir

si brillant, peut bien renoncer à la Haute-Silésie, qui, pour cet avenir, n'a pas de grande importance, tandis que dans la balance polonaise elle représente le plus important poste d'actif! Voilà l'idée que M. Kucharzewski s'efforce de démontrer dans un chapitre spécial de son article, traitant la capacité économique de l'Allemagne.

Tout ce que M. Kucharzewski dit pour justifier son point de vue, a l'air d'un commentaire des exigences insensées de l'Entente. L'Allemagne se lamente et se plaint, dépeignant son état sous les couleurs les plus noires, mais ceci, dit M. Kucharzewski, ne doit pas être pris au mot. „On comprend, que, devant faire face à de grandes redevances en argent et en nature, le gouvernement du Reich tienne à peindre l'état du pays sous les couleurs les plus sombres; que le pays lui-même, avec sa proverbiale docilité, son incontestable patriotisme et sa puissante discipline, emboîte le pas au gouvernement.“

Et alors on cite les estimations de M. Helfferich et de M. Steinmann-Bucher de la fortune allemande, dressées avant la guerre, pour faire état des richesses inépuisables de l'Allemagne. On n'a besoin que de parcourir les journaux allemands pour y trouver des preuves irréfutables de l'activité économique de l'Allemagne. Suivent des indications de la „Frankfurter Zeitung“, concernant des bilans d'entreprises allemandes, des fusions de l'année passée, et la prétendue augmentation de la fortune allemande. En Rhéno-Westphalie il y aurait plusieurs consortiums milliardaires, prêts à lutter sur le marché mondial, dès que les réparations de guerre seront établies. Les capitalistes américains et hollandais seraient déjà prêts à venir en aide ici au capital allemand. Les immenses ressources industrielles du pays seraient intactes, les riches expériences des industriels allemands et toute une armée de techniciens industriels et commerciaux se tiendraient prêts à poursuivre cette volonté allemande de conquérir le monde. Celui qui doit compter avec le cours tellement déprécié de la monnaie polonaise, peut bien surestimer la capacité industrielle de l'Allemagne, en tant qu'elle se manifeste dans les bilans des grandes entreprises industrielles. Mais ce qui s'explique chez un écrivain polonais, qui fait la propagande chez ses compatriotes, n'excuse pas qu'un auteur du rang et des connaissances de M. Kucharzewski évalue arbitrairement les bilans d'entreprises industrielles allemandes, surtout quand il s'adresse aux habitants d'un pays neutre. M. Kucharzewski doit savoir que toutes ces conclusions qu'il

déduit des bilans d'entreprises volontairement choisies, ne sont pas permises. Quand le marc allemand n'a plus que le $\frac{1}{8}$ de sa valeur ancienne, les bilans de grandes entreprises doivent être réduits également à $\frac{1}{8}$. Ce ne sont pas des marcs d'or, que l'industrie gagne, qu'elle amortit ou distribue en dividende, mais des marcs papier. En tenant compte de ceci, vous ne trouvez plus rien de cette richesse que M. Kucharzewski a construite sur la base des gains de l'industrie allemande. Une autre preuve de M. Kucharzewski de la prospérité de la vie économique allemande, doit être mesurée à la même aune, — la politique d'exportation de l'Allemagne. Il invoque notamment des chiffres, qui ont été présentés en juillet dernier à la Conférence de Spa. C'est bien regrettable, car l'on a dû depuis, fort à regret sans doute, reconnaître que ces chiffres étaient faux.

Dans les réponses aux questions formulées par les experts de l'Entente à la conférence de Bruxelles, le gouvernement allemand a établi la situation réelle. M. Kucharzewski se sert toujours du prétendu fait que l'exportation allemande, qui pendant toute l'année 1919 n'aurait même pas dépassé le montant de 10 milliards marcs, se serait élevée subitement pendant les premiers cinq mois de l'an 1920 à 24 milliards et au mois de mai aurait dépassé l'importation de pas moins que de 1,110 millions marcs. Malheureusement, le peuple allemand ne trouvera pas dans ces chiffres la consolation qu'y trouve M. Kucharzewski. Ils sont faux. La statistique commerciale allemande d'exportation est établie d'après l'indication, dûment déclarée, de la valeur des marchandises exportées. Quant à la valeur des biens importés, elle est déterminée, au commencement de chaque année, par le Conseil de statistique commerciale près de l'Office de Statistique, sur les bases de l'exercice précédent. Comme cette estimation n'est donnée complètement qu'au bout de quelques mois, des valeurs unitaires établies pour l'année précédente par le dit Conseil sont employées aux calculs de la valeur des marchandises importées pendant les premiers mois de l'exercice courant. Comme ces valeurs estimées de marchandises importées ne peuvent être présentées entièrement qu'après plusieurs mois, on se sert pour l'estimation de la valeur de l'importation des premiers mois de l'année, des valeurs unifiées établies par le conseil pour l'année précédente. Il est résulté de cette procédure que pour les évaluations de l'importation des premiers trois mois de l'année 1920, on s'est servi des évaluations établies pour l'année

1918. Il va sans dire qu'une statistique basée sur une telle base doit donner des résultats erronés. Elle a donc été rectifiée avec le résultat qu'on doit évaluer pour le premier semestre 1920 l'importation allemande à 34,6 milliards, l'exportation à 29,6 milliards. Même ces chiffres ne sont pas encore tout à fait exacts, parce qu'il y a encore d'autres causes d'erreur dans la statistique allemande, mais en tout cas, l'excédent d'exportation sur l'importation, qui constitue un argument si décisif dans le compte de M. Kucharzewski, n'existe déjà plus. La conclusion que M. Kucharzewski tire de la statistique commerciale paraît encore plus erronée, quand on tient compte du fait que dans les chiffres de l'exportation il a aussi les valeurs des réparations qui ne trouvent pas de contre-valeurs à l'étranger, en chargeant toutefois de leur montant entier le budget de l'Allemagne, ce qui doit être constaté bien à regret. Car rien ne pourrait être plus satisfaisant qu'un bilan comme celui de M. Kucharzewski.

Comme M. Kucharzewski sait très bien que la presse allemande a déjà exprimé ses doutes par rapport à la justesse de la statistique commerciale, avant qu'elle ait été rectifiée officiellement, il cherche dans les chiffres de l'exportation et de l'importation un autre moyen d'étayer ses conclusions. Des statistiques publiées par la Hollande, la Suisse et l'Angleterre concernant leur commerce avec l'Allemagne, il tire l'argument, que ces chiffres confirment absolument le tableau formé par les indications erronées de la statistique allemande. Comme il n'existe pas une statistique commerciale allemande spécialisée, qui permettrait de comparer les indications allemandes avec les indications de ces pays, nous ne voulons nullement contester l'exactitude de ces chiffres. M. Kucharzewski fait grand état de ce que l'Allemagne aurait exporté en Hollande en 1918 pour 321 millions de florins, et rien qu'au premier semestre 1920 pour 415 millions de florins, tandis que la Hollande aurait importé en Allemagne en 1918 seulement pour 158 millions de florins et pendant le premier semestre 1920 pour 200 millions. Cela fait pour le premier semestre 1920 un excédent d'exportation de 215 millions de florins en faveur de l'Allemagne. Par rapport au commerce suisse-allemand M. Kucharzewski compte un excédent de 255 millions de francs de l'exportation allemande en Suisse sur l'importation de la Suisse en Allemagne.

En concluant de ces chiffres à la restauration rapide de l'économie publique de l'Allemagne des suites de la guerre, il se sert

d'arguments qui ne sont pas dignes d'un auteur ayant des connaissances économiques. Même en temps de paix, le bilan commercial de l'Allemagne envers la Hollande et la Suisse soldait en sa faveur. Il n'y a donc rien de changé par rapport à ces pays. La statistique commerciale allemande ne permettant une comparaison en chiffres que pour l'année entière, on ne peut pas établir si l'excédent de l'exportation sur l'importation a relativement beaucoup changé. Mais il importe peu que pendant le premier semestre 1920 le commerce avec ces deux pays ait rapporté à l'Allemagne une couple de millions de plus qu'avant la guerre, car il ne s'agit pas du commerce avec quelques pays, mais bien du bilan général de l'Allemagne. Les détails à ce sujet ont déjà été indiqués. M. Kucharzewski ne tient même pas suffisamment compte de l'augmentation énorme des prix survenue depuis le temps d'avant la guerre. Si l'on fait cela, l'importation et l'exportation globales de l'Allemagne par rapport à ces deux pays auront sans doute diminué. C'est seulement la valeur qui a augmenté, mais pas la quantité. En outre, le montant de l'exportation de l'Allemagne en Suisse et en Hollande s'explique par le fait, que ces deux pays ont profité du cours favorable de leur argent en comparaison avec l'argent allemand, pour acheter de l'Allemagne de quantités considérables de marchandises, qui probablement furent réexportées en partie dans ces pays qui, dans les premiers temps, avaient peu de commerce avec l'Allemagne. Avec l'amélioration du change allemand, survenue à la deuxième moitié 1920, l'exportation globale a tant diminué que, comparés au montant de l'année entière, les chiffres, dont se sert M. Kucharzewski, ne donnent probablement plus un tableau favorable à l'Allemagne. Mais ce qui est décisif, c'est le fait que l'excédent que la Suisse et la Hollande auraient acheté à l'Allemagne est plus que contrebalancé par la diminution du commerce allemand avec d'autres pays. La meilleure preuve en est donnée par la statistique commerciale anglaise dont M. Kucharzewski se sert également. D'après cette statistique, pendant les premiers 9 mois de 1920 l'Allemagne a exporté en Grande-Bretagne pour 20,6 millions de livres sterling de marchandises; tandis que pendant le même temps l'Angleterre a exporté en Allemagne pour 16,8 millions de livres sterling. En 1913 l'importation de l'Angleterre en Allemagne se montait à 876 millions de marcs, l'exportation de l'Allemagne en Angleterre à 1438 millions. L'Angleterre avait

donc envers l'Allemagne un bilan soldant en perte. La valeur de l'importation et de l'exportation établies pour 1920 est encore de beaucoup inférieure à la valeur de 1913, et cela même quand on tient compte à l'augmentation des prix depuis ce temps. Et si M. Kucharzewski qualifiait de décisif le fait que l'exportation allemande en Angleterre aurait augmenté chaque trimestre, on doit constater le même développement pour l'exportation anglaise en Allemagne. Toutes ces recherches de détail, au sujet du commerce de l'Allemagne avec quelques pays isolés ne prouvent malheureusement pas ce qui paraît si cher à M. Kucharzewski, à savoir l'assainissement rapide de la vie économique allemande. Le bilan final de l'Allemagne se solde en passif; elle paie l'excédant de son importation sur son exportation, en partie parcequ'elle s'est endettée en ce but, en partie en usant ses ressources financières, bref, en continuant ce que l'on a appelé la liquidation totale.

A titre de curiosité, je mentionnerai que M. Kucharzewski trouve encore une autre preuve en faveur de sa thèse: des articles de journaux allemands contre l'augmentation de l'appareil bureaucratique en Allemagne. Même l'auteur de ces lignes a l'honneur de servir de témoin à M. Kucharzewski. A cette occasion M. Kucharzewski n'est probablement pas de si bonne foi qu'on pourrait le lui concéder dans ses autres arguments. C'est dans sa patrie même qu'il trouvera une occasion excellente d'étudier les effets d'une catastrophe et d'une réorganisation de l'Etat sur l'augmentation de la bureaucratie, car, après tout ce qu'on entend dire, la Pologne peut se féliciter de souffrir d'une hypertrophie de l'appareil bureaucratique plus encore que l'Allemagne. La Pologne n'a pas même pas l'excuse que c'est l'exécution du traité de paix qui exige un tel développement de l'appareil bureaucratique, comme c'est le cas de l'Allemagne. Si M. Kucharzewski, pour trouver le prétendu assainissement rapide de l'Allemagne des suites de la guerre et de la catastrophe, veut tirer ses arguments de pareilles circonstances, qui sont plutôt un symptôme de décadence et d'affaiblissement des forces productives d'un pays, son argumentation touche au grotesque. Les estimations de M. Helfferich et de M. Steinmann-Bucher peuvent être justes pour l'année 1913. Aujourd'hui l'Allemagne est appauvrie, privée par le traité de paix d'une grande partie de sa fortune économique et chargée d'obligations dont le montant a été établi dans l'entre-temps

par le compte de l'Entente à Paris le 29 janvier. Le marc allemand, qui comparé au dollar, en temps de paix valait 416, était tombé à 74,4 le 1^{er} janvier 1921. La population allemande porte une charge d'impôt qui s'élève à 753,37 marcs par tête d'habitant. Le livre blanc sur la situation industrielle et économique de l'Allemagne, édité récemment par le département anglais pour le commerce extérieur, évalue la charge globale d'impôts en Allemagne en 1920 à 42 milliards 940 millions. Ce mémoire dit: „L'impôt allemand sur le revenu doit donner en 1921 12 milliards de marcs, une somme, évaluée à 12—15 % de la fortune nationale. En prenant le plus petit chiffre, le revenu net s'élèverait à 100 milliards de marcs et l'Allemagne serait chargée pour l'année financière courante de 43 %.“ Le budget d'Etat pour l'exercice 1920 ne montre pas moins qu'environ 80 milliards de marcs de dépenses à découvert, et le bilan de la Banque d'Etat chiffrait le 31 Décembre 1920 les billets de banque à 68 805 millions marcs et les bons de trésor à 12 033 millions. Voilà des chiffres donnant un tableau plus réel de la situation économique, que les calculs de M. Kucharzewski. S'il veut encore y ajouter qu'au cas où ses vœux se réaliseraient, et que l'Allemagne verrait le plébiscite lui enlever la Haute-Silésie, 14,8 % de son territoire, et 8,8 % de sa population totale seraient perdus; s'il veut aussi tenir compte que la guerre et ses suites ont coûté à l'Allemagne $\frac{1}{4}$ de ses forces industrielles en hommes; s'il veut considérer enfin que les cessions de territoire ainsi que l'exploitation par rapillage ont diminué à peu près de 50 % la force productrice de l'agriculture allemande, — il aura quelques explications de ce fait que les calculs au sujet de la fortune allemande, faits avant la guerre, ne sont plus exacts aujourd'hui. Et, à cet aperçu manque l'effet produit par les bilans du charbon et du fer sur la capacité industrielle de l'Allemagne. Aux pertes énormes subies par la fortune nationale allemande par la guerre, à la perte de sa flotte marchande et de la plus grande partie des valeurs étrangères possédées par l'Allemagne, à la perte de ses cables et de ses colonies, il faut ajouter les charges du Traité de Paix. Jusqu'à la fin de l'année 1921 on a déjà presté des réparations d'un montant de 21 milliards marcs, et si l'accord de Paris pouvait être exécuté, l'Allemagne, dès 1922, en tenant compte des prestations en nature prévues par le traité de paix et des frais de l'occupation, devrait payer à l'Entente d'abord 5 milliards de marcs d'or par an, un montant, qui s'élèverait vite avec l'aug-

mentation des prestations en espèces, et auquel il faudrait encore ajouter la taxe prévue d'exportation de 12 %.

Ce sont là des faits, dont l'importance n'est guère atténuée par l'affirmation de M. Kucharzewski, que l'on affectionne particulièrement en Allemagne les couleurs sombres, quand il s'agit de dresser le tableau de la situation économique du pays, et du montant de la fortune nationale. C'est au contraire M. Kucharzewski qui, négligeant toutes ces conséquences de la guerre et du traité de paix, qu'il doit très bien connaître, présente un tableau trompeur, dont personne ne regrette autant que la population allemande le fallacieux optimisme.

III.

L'importance de la Haute-Silésie pour l'Allemagne et pour la Pologne.

La statistique économique en main, M. Kucharzewski examine la question de l'importance de la Haute-Silésie pour l'Allemagne et pour la Pologne. Il commence avec le charbon et trouve le résultat suivant : même sans la Haute-Silésie l'Allemagne reste, en évaluant tous ses gisements charbonniers, le pays le plus riche en charbon de l'Europe. Le Congrès géologique de Toronto a évalué à 205 milliards de tonnes les gisements en charbon réunis de l'Angleterre et de la France, tandis que, d'après les évaluations des géologues allemands, les gisements de charbon de l'Allemagne, sans compter le bassin de la Sarre et la Haute-Silésie, surpasse le chiffre de 216 milliards de tonnes. M. Kucharzewski ne donne pas, probablement à dessein, de chiffres sur les gisements de la Pologne actuelle sans la Haute-Silésie. Les évaluations de la part de la Haute-Silésie et de la Pologne actuelle dans le bassin houiller silésien-polono-moravien ne sont pas uniformes. Pour la Prusse qui, en conséquence de ses expériences faites dans les mines et des forages nombreux faits dans tout le territoire, connaît peut-être le mieux sa richesse en charbon, on évalue la part de la Haute-Silésie à 160 milliards de tonnes. Les chiffres de la partie polonaise varient entre 22½ et 35 milliards de tonnes. Mais, la superficie de l'ensemble du bassin houiller revenant à la nouvelle Pologne comprend plus de la moitié de son étendue; il faut supposer qu'un examen minutieux établira que les provisions polonaises de charbon sont plus grandes qu'on l'admet à présent. Quoiqu'il en soit, les réserves polonaises de charbon, établies maintenant, couvriront

pendant environ un millier d'années, tous les besoins imaginables du nouvel Etat. On n'a qu'à exploiter ses gisements. Voilà le côté essentiel de toute la question. Les charbons gisant en terre n'ont une valeur qu'après avoir quitté la mine.

M. Kucharzewski parle ensuite de la consommation charbonnière en se basant sur le compte que le délégué du gouvernement polonais près de la commission charbonnière internationale, M. Kramsztyk, a dressé. On comprend que les Polonais n'aiment pas la véracité de M. Keynes. M. Kucharzewski ne laisse passer aucune occasion d'exprimer son scepticisme par rapport aux indications de l'expert anglais. C'est aussi le but de la statistique charbonnière polonaise officielle, que je viens de mentionner. Dans la 214^{ème} séance du Sejm polonais, le député Wierzbicky a prononcé un grand discours sur la Haute-Silésie, a accusé l'Allemagne de fausser le jugement du monde entier sur la Haute-Silésie et a présenté M. Keynes comme témoin du gouvernement allemand. Ce discours donne les mêmes chiffres sur la situation charbonnière de la Pologne, que ceux dont M. Kucharzewski se sert dans son article. Malheureusement on ne connaît pas les bases d'estimation de cette évaluation polonaise, qui, par conséquent, ne peut pas être discutée. En tout cas, leur résultat est en contradiction avec la statistique officielle charbonnière allemande. On ne pourrait pas trouver la cause de ce fait dans la prétendue volonté de l'Allemagne de fausser l'opinion du monde sur la Haute-Silésie. Car toutes ces estimations sont fondées sur le chiffre de la consommation et de l'exportation charbonnières d'avant la guerre.

En dressant son compte, M. Kucharzewski s'efforce de faire apparaître les besoins de l'Allemagne aussi petits, ceux de la Pologne aussi élevés que possible. Il arrive au résultat, que l'Allemagne, avec son territoire réduit, sans la Haute-Silésie, d'après la consommation de 1913, mais en tenant compte de la consommation restreinte actuelle et des économies, n'a besoin que de 114,4 millions de tonnes de houille. M. Kucharzewski transforme ensuite la lignite en 27,2 millions de tonnes de houille et atteint par là une consommation totale en houille de l'Allemagne actuelle de 141,6 millions de tonnes. La perte de l'Alsace-Lorraine, de la Sarre et de la Haute-Silésie réduit d'après lui la production de l'Allemagne, en comparaison de la production de 1913, de 191,5 millions de tonnes à 131,5 millions de tonnes. Mais si l'on évalue la production en lignite de l'Allemagne à 30 millions de tonnes.

de houille, on trouve toujours une quantité de 161,5 millions de tonnes, donc 20 millions de tonnes de plus que le besoin réel de l'Allemagne. La diminution de la production charbonnière de l'Allemagne aura vite disparu et en outre on disposerait de la houille blanche de la Bavière, équivalente à plusieurs millions de tonnes de charbon.

Après avoir fait de cette façon de l'Allemagne un pays débordant de houille, il peint la situation charbonnière de la Pologne sous les couleurs les plus noires. La Pologne actuelle aurait consommé en 1913, sans la Haute-Silésie, 19,6 millions de tonnes de houille et 1,2 millions de tonnes de coke. Si l'on étendait les frontières de la nouvelle Pologne au-delà du Boug, la Pologne consommerait même 21 millions de tonnes, méthode assurément originale. Cette consommation ne pourrait être couverte par la Pologne, dans ses frontières actuelles, qu'à concurrence de 8,9 millions de tonnes seulement, le reste devrait être importé. En 1913, la Haute-Silésie aurait exporté 8,4 millions de tonnes dans le territoire de la Pologne actuelle. La Pologne n'aurait pu couvrir, que 2,4 % de sa consommation d'avant la guerre, de sa propre production. Pour le reste elle doit recourir à l'importation. D'ailleurs la consommation de la Pologne en houille accroîtrait. Si la Pologne consommait autant de houille par tête d'habitant que la France, on atteindrait une consommation annuelle de 40 millions de tonnes. „On voit donc tout de suite à quel point l'avenir économique de la Pologne dépend du charbon de la Haute-Silésie, et l'on se rend compte de la dépendance économique où elle se trouverait vis-à-vis de l'Allemagne, si la Haute-Silésie était attribuée à cette dernière”.

On peut envisager le développement économique de la Pologne sous un jour très favorable, sans compter tout de suite une consommation de 40 millions de tonnes pour le nouvel Etat. Jusqu'à ce qu'il atteigne cette consommation, beaucoup d'eau coulera sous les ponts de la Vistule. Il reste donc encore beaucoup de temps à la Pologne pour adapter sa propre production à cette consommation. D'après la statistique officielle on a produit sur son territoire actuel environ 800 000 tonnes; on y importait 3 420 000 tonnes, ce qui donne une consommation de 12 220 000 tonnes de houille sur le territoire de la Pologne actuelle, sans les parties anciennement prussiennes. Pour ne pas compliquer ce compte, on néglige la consommation de lignite, qui du reste n'était pas considérable en Pologne et a été de beaucoup inférieure à $\frac{1}{2}$ million de tonnes.

On doit ajouter cependant la consommation de la Posnanie et des territoires de la Prusse occidentale cédés à la Pologne, si l'on veut atteindre la consommation totale de houille de la Pologne actuelle. En 1913, la Posnanie a importé 90 % de sa houille, c'est à dire 2 928 000 de tonnes, de la Haute-Silésie. La Prusse occidentale couvrait 80 % de sa consommation de la Haute-Silésie, ce qui donne une quantité de 1 092 000 de tonnes. Puisqu'une partie seulement de la Prusse orientale a été cédée à la Pologne, on se sert d'une méthode favorable à la Pologne, en mettant au compte de la partie de la Prusse occidentale restée à l'Allemagne, les 10 % que la Posnanie recevait par bateau de la Mer Baltique. On trouve ainsi une consommation totale de la Pologne en houille s'élevant à 15 240 000 tonnes. M. Kucharzewski réclame, en se basant sur la consommation d'avant la guerre, 19,6 millions de tonnes. Dans ce chiffre de 15 240 000 tonnes, basé sur les données officielles, on compte encore une quantité de 635 000 tonnes, que la Pologne exportait en Russie. Puisque M. Kucharzewski traite d'insignifiante la diminution de 24 millions de tonnes de houille exportées de l'Allemagne, il doit bien nous permettre, que nous fassions mention également de l'exportation charbonnière de la Pologne en discutant son évaluation.

Avant qu'on n'ait prouvé irréfutablement l'exactitude des indications polonaises, on aura le droit de mettre en doute la statistique de M. Kucharzewski sur la consommation charbonnière polonaise. Mais à part cela, la Pologne a de riches gisements qui peuvent être exploités sans trop d'inconvénient; surtout en Galicie, on avait commencé déjà avant la guerre à étendre l'outillage d'exploitation. Comme on n'a besoin, pour le commencement, que de puits de 140 à 150 mètres de profondeur, on doit réussir, avec un peu d'initiative à augmenter la production de la Pologne en houille et à la rendre peu à peu indépendante d'importation de l'étranger. Jusque là, la Haute-Silésie sera naturellement prête à apaiser de toute sa force la faim polonaise de charbon, même si elle reste à l'Allemagne. Mais l'exploitation haute-silésoienne a été ramenée à 31 millions de tonnes en 1920; donc, dans une proportion plus grande que dans tout autre bassin houiller de l'Allemagne. Cette diminution doit être expliquée, il est vrai, par les troubles dans le bassin houiller, résultant de l'incertitude au sujet de la situation actuelle et des agitations continuelles. Si le pays reste à l'Allemagne, la production augmentera aussi très vite.

Mais si la Haute-Silésie passe à la Pologne, on ne peut pas compter sur la possibilité d'une exportation considérable de charbon haut-silézien vers les autres territoires polonais. Car en ce cas, elle sera entraînée dans l'état chaotique, par lequel la Pologne se distingue déjà aujourd'hui, et disparaîtra comme facteur dans la renaissance de la production européenne de charbon. La clause du traité de paix, d'après laquelle le gouvernement polonais ne peut pas empêcher pendant les 15 années suivantes l'exportation de charbon en Allemagne, n'y change rien. Car le traité ne concède pas à l'Allemagne un droit sur la houille, qu'elle a reçue jusque-là de la Haute-Silésie.

Si l'on doit mettre en doute les chiffres de M. Kucharzewski sur la consommation houillère polonaise, on peut carrément prétendre que son évaluation de la situation charbonnière allemande est fautive. Il daigne accorder à l'Allemagne une consommation de 114,4 millions de tonnes. D'après la statistique officielle allemande de 1913, l'Allemagne a produit 191 511 000 tonnes de houille. L'importation était de 10 540 000 tonnes, l'exportation de 34 598 000 tonnes. La consommation de l'Allemagne peut donc être évaluée à 167 463 000 tonnes. Sur la base de la consommation de 1913, l'Allemagne, dans ses frontières réduites, consommerait 135 183 000 tonnes. On atteint ce résultat, si l'on déduit pour les territoires cédés les quantités qu'ils ont consommées, de la consommation totale de l'Allemagne. Ce sont pour l'Alsace-Lorraine 8 392 000 tonnes, pour la Sarre 5 866 000 tonnes, pour la Prusse occidentale 1 092 000 tonnes, pour le district de Memel 2 000 tonnes, pour la Posnanie 2 928 000 tonnes, et pour la Haute-Silésie, dont nous tenons compte ici pour pouvoir comparer notre évaluation à celle de M. Kucharzewski, 14 millions de tonnes. A cette consommation ne répond pour 1920 qu'une production de 131 millions de tonnes. Le déficit qu'on a trouvé, augmente, si l'on considère que la commission internationale de charbon abandonne seulement une partie relativement petite de la production haute-silézienne à l'Allemagne. L'Allemagne est donc loin de posséder autant de charbon qu'elle devrait en avoir d'après sa consommation de 1913, ce qui s'explique par la production diminuée de l'industrie allemande, le chômage et d'autres aspects du manque de charbon. Ces difficultés sont encore aggravées par les prestations imposées par l'Entente, fixées actuellement à 24 millions de tonnes, mais qui, d'après le traité de paix peuvent être augmentées jusqu'à 43 $\frac{1}{2}$

millions de tonnes. La lignite aide bien à diminuer le déficit, mais seulement en partie parce que, en tant qu'elle est consommée par l'industrie, elle est consommée par ces branches nouvelles de l'industrie, installées pendant la guerre et immédiatement adaptées à la consommation de lignite. Au reste, la lignite ne peut pas être transportée partout à cause de son grand contenu d'eau. M. Kucharzewski, d'une objectivité parfaite, remarque bien les économies résultant de la suppression de la navigation allemande et d'autres suites du traité de paix, qui, pour quelques branches industrielles, diminuent actuellement la consommation. Mais comment l'Allemagne suffira-t-elle à son devoir de réparer, si cela continue? Même aujourd'hui l'Allemagne s'est changée d'un pays d'exportation charbonnière en un pays d'importation, et elle le resterait longtemps, si l'on lui prenait le charbon de la Haute-Silésie.

Ainsi en ne tenant compte que des chiffres, le bilan charbonnier sans la Haute-Silésie apparaît plus favorable à la Pologne qu'à l'Allemagne. Pour démontrer le contraire, M. Kucharzewski néglige tout simplement les prestations imposées par l'Entente et les obligations de réparation de l'Allemagne, qui, sans les quantités nécessaires de charbon, ne peuvent pas être remplies. Mais le problème n'est pas épuisé, si l'on s'est borné à examiner des chiffres. Il faut, pour bien en comprendre l'importance, qu'on se rende compte des rapports généraux économiques. La Haute-Silésie en effet fait partie de l'organisme économique allemand et non pas de l'organisme polonais. En la séparant de l'Allemagne, on déchire ce qui s'appartient, ce qui s'harmonise, ce qui doit s'entr'aider. L'on diminue ainsi l'influence que la Haute-Silésie et les régions voisines allemandes doivent exercer sur l'ensemble de la situation économique de l'Allemagne, à laquelle tant de liens les rattachent. Voilà un point de vue, tout aussi intéressant que de simples statistiques, qui fait ressortir d'avantage l'importance des chiffres concernant les quantités et la valeur des produits industriels et charbonniers de la Haute-Silésie. Dans les affirmations qu'il a émises, M. Kucharzewski s'est bien gardé de tenir compte de pareilles considérations. Tandis que, de la situation charbonnière, il conclut que l'Allemagne n'a aucun intérêt à la continuation de son union avec la Haute-Silésie, il arrive à un résultat tout opposé en ce qui concerne l'industrie métallurgique et sidérurgique silésienne: celle-ci exige impérieusement que la Haute-Silésie passe à l'Allemagne. Ce serait la même chose pour

l'industrie de cellulose et de papier, et en outre, on devrait approvisionner les habitants de la Haute-Silésie par la Pologne, qui livrait $\frac{5}{7}$ du froment, presque toute l'avoine, les $\frac{5}{7}$ du seigle, $\frac{7}{8}$ de pommes de terre, toute la volaille et les $\frac{7}{8}$ de ses importations en bétail de boucherie. L'industrie de fer de la Haute-Silésie dépend en effet de l'importation de minerais de fer étrangers, qui, avant la guerre, ne provenaient pourtant qu'en petite partie de la Galicie. L'industrie de zinc couvre essentiellement ses besoins par les gisements du pays, mais importait encore en 1913, 81400 tonnes de minerai étranger, mais rien de la Pologne. Celle-ci possède beaucoup de minerai de fer, et, en outre, en quantités considérables, du minerai de cuivre, plomb et zinc. L'industrie de bois haute-silésoienne ne dépend pas nécessairement de la Pologne; ses matières premières proviennent en effet de la Pologne, mais, le cas échéant, elle en trouverait bien ailleurs. La Pologne disposant d'une grande richesse en charbon, toutes les conditions pour l'existence d'une industrie polonoise productive sont réunies. C'est pourquoi la conclusion, que la Haute-Silésie doit être rattachée à la Pologne, parceque celle-ci possède du minerai dans la même quantité et de la même qualité de celle-là, et est encore plus riche en minerai de fer, ne manque pas d'audace; c'est bien le contraire: la Pologne n'a pas besoin de la Haute-Silésie, son sol produisant les matières premières, dont elle a besoin pour la création de son industrie.

La situation de l'Allemagne concernant le minerai de fer est devenue tellement précaire par la perte de l'Alsace-Lorraine, que la perte de la production haute-silésoienne occasionnerait un tort considérable à l'économie publique allemande. En 1913, la part de la Haute-Silésie dans la production allemande en zinc était de 80 %; de la production de plomb un peu au-dessus de 20 %. Si l'industrie allemande perdait ces ressources, l'Allemagne se verrait obligée d'importer de l'étranger annuellement 108 000 tonnes de zinc, tandis que jusqu'en 1913 elle était exportatrice. Quant au plomb, on en importait déjà en 1913. 26 000 tonnes, qui par la perte de la Haute-Silésie s'élèverait à 65 000 tonnes. L'importance de cette dépendance croissante de l'étranger, vu le mauvais change de l'Allemagne et les exigences incroyables de l'Entente, est évidente. Mais M. Kucharzewski passe également ces conclusions sous silence, car-elles s'accordent mal avec la thèse qu'il présente.

Si la Haute-Silésie reste à l'Allemagne, cela ne signifie pas qu'elle va se retrancher derrière un mur infranchissable, contre

sen voisin de l'Est. Tout échange des excédents des deux organismes économiques voisins n'est pas seulement possible, mais hautement souhaitable, comme moyen le plus efficace de rétablir les rapports pacifiques, dont les deux parties profiteront. C'est le cas de l'importation de denrées alimentaires, que la Haute-Silésie recevait de la Pologne. En ce moment cette question est sans importance, car la faim est plus grande en Pologne qu'en Allemagne. A cet égard, il n'y a entre les deux pays qu'une SEULE différence, mais elle est capitale: en Allemagne il ne s'agit pas de créer l'union économique d'un organisme de parties qui s'enboitent et s'entraident réciproquement: cela existe déjà. C'est tout à fait le contraire en Pologne. C'est pourquoi l'intérêt que l'Allemagne et toute l'Europe ont au prompt rétablissement de l'industrie allemande dans sa complète capacité de production, exige que la Haute-Silésie reste dans le groupement politique auquel toute son économie publique la rattache, auquel elle est unie par mille liens dont elle forme un ensemble, et dont elle ne peut être séparée sans amoindrir la vitalité des deux parties. Si la Haute-Silésie échoit à la Pologne, l'économie politique qui existe doit être remplacée par une autre; ce qui, dans le cas le plus favorable, ne pourrait être réalisé que dans un temps lointain. Mais vu le destin encore incertain du nouvel Etat polonais — incertain pour des raisons tant intérieures qu'extérieures — il se peut aussi bien que cela signifie pour la Haute-Silésie la stagnation et la diminution de sa force économique.

IV.

La Haute-Silésie, instrument de la politique polonaise.

Pendant que la guerre mondiale sévissait et que les problèmes d'économie mondiale se révélaient, dans leur terrible importance, même à ceux de citoyens allemands qui ne s'étaient jamais distingués par un tempérament diplomatique transcendant, nous connûmes l'époque des „mémoires confidentiels“. Une fois c'étaient des âmes ingénues qui confiaient au papier leurs naïves idées sur le „rôle mondial de l'Allemagne“, une autre fois c'étaient les représentants de certains intérêts économiques qui croyaient nécessaire de formuler leurs espoirs économiques, dont la réalisation dépendait de l'issue de la guerre, et de faire de la propagande pour eux. Généralement ces revendications ne se distinguaient pas par la modestie, soit parce que l'on demandait beaucoup pour obtenir quelque chose, soit parce que l'on espérait que ces mémoires

resteraient secrets, — raison pour laquelle l'on pensait pouvoir se passer, dans le traitement de ces questions compliquées, de la prudence et du tact qu'elles exigent; ces qualités étant d'ailleurs assez rares. Cette manie de „mémoires“ nous a été fatale, et continue actuellement à nous faire le plus grand tort; car la plupart de ces exercices de style sont connus de nos ennemis, et le vainqueur, que rien n'entrave, s'en sert à toute occasion, pour justifier ses prétentions les plus extravagantes. Point n'est besoin de parler de ce que celui-ci a lui même exigé pendant la guerre, et de ce qu'il fait aujourd'hui, car ils sont vainqueurs; et les vaincus ont toujours tort.

M. Kucharzewski lui aussi se sert de cette bonne recette. Cela ne le dérange pas de savoir qu'en règle générale les auteurs de ces mémoires ne représentaient qu'un petit cercle, dont les aspirations étaient en contradiction avec le sentiment populaire. Jamais la majorité du peuple allemand n'eût consenti, dans la plupart des cas, à appuyer des buts de guerre de la nature de ceux exposés dans quelques uns de ces mémoires. C'est en vain que l'on tenterait de rendre le Gouvernement du temps de la guerre responsable de ces élucubrations; l'on sait en effet que les mémoires les plus fous ont été écrits, précisément parce que l'on voulait faire de l'agitation pour des buts que le Gouvernement répudiait de la manière la plus claire. Mais ces documents existent et servent aujourd'hui à démontrer les visées impérialistes allemandes. M. Kucharzewski s'en sert également en virtuose pour la défense de réclamations polonaises.

A cette occasion il parle beaucoup des conséquences de la richesse polonaise en minéral de fer. D'un mémoire qui exige, paraît-il, l'assujettissement à perpétuité de la Grande Pologne par les „Teutons“, surtout parce que l'industrie métallurgique de la Haute-Silésie a besoin du minéral de fer polonais, M. Kucharzewski conclut qu'il n'y a pas de meilleure preuve pour sa thèse de l'unité économique de la Haute-Silésie et de la Pologne. Mais M. Kucharzewski exagère un peu. L'industrie métallurgique a importé avant la guerre des minerais d'autres territoires allemands, de la Suède, de la Galicie, de l'Ukraine, et seulement de quantités minimes de la Pologne. Le 1 million tonnes de fer brut, produit en 1913 par la Haute-Silésie, aujourd'hui, où, en conséquence de la cession de l'Alsace-Lorraine, la capacité de la production allemande de fer brut a diminué de 19,3 millions à 12,9 millions,

est absolument indispensable à l'économie allemande. L'industrie haute-silésienne de fer peut bien exister sans l'importation de la Pologne, tandis que celle-ci dispose, comme on a déjà vu, d'assez de charbon pour exploiter ses propres gisements de minerai. Du reste, on doit tenir compte surtout de ce qui a été dit plus haut sur les échanges économiques entre la Pologne et l'Allemagne. Il faut que les deux pays se complètent l'un l'autre; ils gagneront plus pas un échange des produits en excédent, que pas un règlement qui prive l'Allemagne de ressources importantes, sans faire gagner à la Pologne quelque chose dont elle ait vraiment besoin. Il n'y a pas de doute que M. Kucharzewski ait raison quand, avec tant d'indignation contre „l'impérialisme teutonique“, il ne cesse d'exiger qu'on tienne compte des nécessités économiques. Mais en appliquant ce principe, on arrive à la conclusion, que la Haute-Silésie fait partie de l'Allemagne, quel que soit le point de vue économique auquel on se place. Les mémoires cités par M. Kucharzewski ne peuvent rien changer à cela.

Aussi ce sont surtout des idées politiques auxquelles ces mémoires ont donné naissance. L'Allemagne aurait l'intention de rendre la Pologne son fournisseur de matières brutes, de la rendre esclave aveugle de sa poussée vers l'Est. Cette poussée vers l'est serait typique pour „l'impérialisme économique“ de l'Allemagne. „Cet impérialisme n'était nullement une conséquence du système politique d'avant la guerre, aussi la chute des Hohenzollern n'a-t-elle pas entraîné sa disparition. Il ne doit pas davantage être attribué aux événements militaires Se basant sur les conditions géographiques et économiques de la Haute-Silésie, cet impérialisme infatigable prévoyait longtemps à l'avance les possibilités économiques d'après guerre“. Ensuite M. Kucharzewski décrit abondamment les dangers que la Pologne court au cas où elle n'entrerait pas en possession de la Haute-Silésie. Dans un résumé historique il cherche à établir l'existence fatale d'une hostilité héréditaire entre les deux voisins, ayant son origine dans la poussée allemande vers l'est, dont la victime serait d'abord la Pologne et la Russie ensuite. „Flanqués au midi par la Haute-Silésie, menacés au Nord par l'envahissant et opiniâtre élément allemand des bords de la Baltique, ces territoires polonais resteraient comme suspendus dans le vide. Les frontières occidentales de la Pologne fléchiraient bientôt sous la poussée allemande qui se ferait sentir de plusieurs côtés à la fois. Revenue à la Pologne,

la Haute-Silésie deviendrait un gage d'équilibre et de paix dans l'Europe de l'Est et une arme efficace contre la ruée teutonne. Rattachée à l'Allemagne elle préparerait et assurerait au contraire la revanche allemande dans l'est et donnerait la possibilité d'anéantir les résultats de la grande guerre sur ces confins orientaux. Le rétablissement des anciennes frontières orientales de l'Allemagne accroîtrait les chances d'une revanche allemande en Occident."

Que doit-on répondre à de telles sorties? Est-ce que ce sont les effets de la peur et d'une fantaisie craintive ou des tableaux pessimistes spéculant sur la psychologie de nos voisins de l'Ouest? C'est probablement cette dernière raison. Avec une fierté justifiée, M. Kucharzewski insiste sur la force du sentiment national de son peuple, qui a gardé sa conscience nationale sous les circonstances les plus difficiles, et il y rattache la question s'il doit être soumis de nouveau à la domination des Allemands. Comment est-il possible de formuler de telles idées au moment actuel? L'Allemagne désarmée sous le contrôle de l'Entente et la Pologne qui a une armée relativement formidable, et est secourue par l'Entente de tout le matériel de guerre dont elle aurait besoin, et certaine de trouver auprès de l'Entente un appui militaire efficace en cas où l'Allemagne tâcherait d'exécuter le plan que M. Kucharzewski décrit en caractères si sombres; telle est la situation véritable. Comment, en ces circonstances, l'Allemagne menacerait et dominerait-elle la Pologne, comment ferait-elle même une guerre de revanche vers l'Est et l'Ouest et qu'est-ce que la Haute-Silésie a à faire dans ces fantaisies? Car, où l'Allemagne est capable de faire une guerre de revanche, alors elle pourra la faire aussi, le cas échéant, sans les quelques centaines de milliers d'hommes de la Haute-Silésie et sans l'industrie haute-silésiennne, ou la paix dictée par l'Entente lui a rendu impossible une guerre de revanche, alors c'est la même chose pour une Allemagne avec ou sans la Haute-Silésie. La question de la Haute-Silésie n'a pas d'influence sur la possibilité d'une guerre de revanche.

Mais s'il en était autrement, le fait qu'un territoire, faisant partie depuis 750 ans de l'empire allemand, lui est pris, ne devrait-il pas justement enflammer les sentiments guerriers et l'idée d'une revanche? Il est étrange que les vainqueurs de la guerre mondiale oublient si vite les principes qu'ils défendaient aussi longtemps que l'issue était encore en suspens, et qui leur deviennent incommodes, quand ils sont victorieux. Si la Pologne, à la suite des blessures de

ses sentiments nationaux qu'elle a subies au cours de son histoire mouvementée a conçu cette merveilleuse passion patriotique, qui aujourd'hui se manifeste avec tant de force, pourquoi les graves offenses subies actuellement par le peuple allemand, pourquoi n'auraient-elles pas de conséquences semblables pour le peuple allemand? Voilà peut-être le seul rapport existant entre la Haute-Silésie et l'idée d'une guerre de revanche. Et pourtant, je ne saurais prétendre qu'en Allemagne une telle pensée soit caressée par les gens raisonnables.

Il existe d'autres méthodes que l'impérialisme, d'amener les peuples à collaborer dans une mutuelle tolérance; cet impérialisme que M. Kucharzewski dénonce chez les Allemands, mais revendique pour les Polonais, comme un droit naturel. C'est surtout dans les régions-frontières, où deux civilisations se rencontrent, qu'il faut essayer de trouver pour la vie publique des formes qui renforcent tout ce qui unit et effacent tout ce qui sépare. Et, ce sont les rapports économiques, qui existent entre les voisins, qui doivent servir de moyen à jeter un pont sur les conflits économiques et nationaux. L'Allemagne a prévu pour la Haute-Silésie une forme gouvernementale qui rend cela possible. La Haute-Silésie, comme Etat, dans le sens de la Constitution allemande, possèdera la liberté de mouvement dont elle a besoin pour développer ces qualités économiques et naturelles qui se sont formées dans ce coin de l'Europe. M. Kucharzewski ignore ces préparatifs de l'Allemagne. S'il y avait fait attention comme il aurait dû le faire, il aurait peut-être renoncé à évoquer le spectre d'une pression militaire de la Haute-Silésie sur la Pologne. Car si, dans une Haute-Silésie autonome, l'existence nationale dépend réellement des qualités spéciales, que M. Kucharzewski suppose chez les habitants de la Haute-Silésie, une Haute-Silésie autonome ne pourra jamais menacer la Pologne. Elle sera au contraire un moyen de liaison entre la Pologne et l'Allemagne, qui aidera à établir des rapports paisibles entre la Pologne et l'Allemagne, rapports qui, vu la situation de l'Europe perdant son sang par mille plaies, ne pourraient pas être créés trop tôt.

Qu'est-ce que la Haute-Silésie a à attendre d'une union avec la Pologne?

Conformément au but de son article, qui doit influencer des lecteurs parlant français et ayant des sympathies pour la France, M. Kucharzewski, d'une éloquence élégante, peint les dangers qui surgiraient pour la frontière d'Ouest en cas où la Haute-Silésie resterait allemande. „La main mise de l'Allemagne sur l'Orient de l'Europe, la Russie rejetée hors du concert européen et réduite à l'état de colonie, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie privées des bénéfices qu'elles pourraient espérer de leurs relations économiques avec la Russie. Telles sont, à n'en point douter, les conséquences devant lesquelles l'Europe doit se placer, qu'elle doit peser et entre lesquelles il lui faut choisir si elle ne restitue pas la Haute-Silésie à la Pologne, ainsi que le lui prescrit la Justice.“ C'est avec cette prophétie et avec cet appel à la justice, que M. Kucharzewski termine son article. Comme il est d'usage en France de faire semblant de craindre l'Allemagne, même mutilée et sans défense, ces sorties s'adaptent bien aux goûts et aux méthodes de ce pays. L'on peut s'épargner la fatigue d'une réfutation de pareilles manœuvres. Quant à son appel à la justice, il trouvera toujours en Allemagne un écho bienveillant. Mais la Justice doit être libre de tous intérêts matériels. S'il en est ainsi, l'Allemagne peut attendre avec tranquillité la décision qui consacra le sort de la Haute-Silésie.

M. Kucharzewski se sert de l'image sympathique de la mère polonaise qui fait appel à ses enfants de la Haute-Silésie. Voilà des arguments qui doivent être respectés; mais, dans ce monde des réalités, ce ne sont pas eux seuls qui gouvernent. Il existe des considérations, exemptes de passion et libres d'envolées: et ce sont presque toujours celles-là qui, filles de la terre et non pas, comme l'idéal, des nuages, trouvent une application dans le monde. On doit supposer que les habitants de la Haute-Silésie, à l'occasion du plébiscite, ne répondra pas aveuglément à l'appel de la mère polonaise, que beaucoup d'entre eux ne connaissent même pas, mais qu'ils demanderont: Qu'est-ce que je trouverai encore chez toi? Les nécessités élémentaires de la vie seront d'une influence appréciable sur le vote des électeurs et ainsi on peut se demander ce que la Pologne répondra. M. Kucharzewski n'a pas fait mention de

ce côté du problème. Nous n'avons pas l'intention de donner ici un tableau détaillé de la vie économique, sociale et politique dans la nouvelle république polonaise; mais puisque notre auteur a commencé par le tableau de l'épanouissement économique de l'Allemagne, ce n'est que justice de clôturer la réponse à ces conclusions par quelques coups d'oeil sur la situation de la Pologne.

Disons immédiatement quel est le résultat d'un examen des forces économiques et politiques de la Pologne: les perspectives y sont encore moins réjouissantes qu'en Allemagne, qui n'a pas pourtant de raisons d'être satisfaite d'elle-même. On sait que la valeur monétaire de la Pologne est une création des autorités occupantes allemandes. Au commencement, elle était donc égale au marc allemand. Mais en 1919 cette situation a changé. D'après les cours notés à Danzig, 100 marcs polonais équivalaient à 64 fin de novembre 1919, à 42,5 fin de décembre 1919, à 10,56 fin de décembre 1920 et à 7,56 marcs allemands fin de janvier 1921. Un marc polonais valait donc $7\frac{1}{2}$ Pfennigs allemands. Comme le marc allemand est tombé à $\frac{1}{8}$ de sa valeur d'avant la guerre, la valeur du marc polonais est donc au-dessous d'un pfennig allemand d'avant la guerre. Un marc polonais représente les frais d'impression d'un marc allemand.

Les habitants de la Haute-Silésie ont d'autant plus de raison de vouer toute leur attention au développement de la monnaie polonaise, qu'ils doivent connaître les manipulations polonaises faites avec le marc allemand, dans les anciens territoires allemands. Dans ces territoires, tous les détenteurs de monnaie allemande furent obligés de changer leurs marcs allemands en marcs polonais en faveur du Trésor polonais. Avec un cours de $7\frac{1}{2}$, c'est une mauvaise affaire. Le gouvernement polonais, voulant effacer en Haute-Silésie la mauvaise impression de ces procédés, a promis dans le Statut de la woïwodie Haute-Silésie, qu'on n'a pas l'intention de procéder à un pareil échange forcé de billets de banque allemands. Comme ceci ne semblait pas encore suffire à l'apaisement de l'opinion publique, le 18 décembre 1920 on décide qu'en Haute-Silésie la monnaie allemande aura cours aussi longtemps que le conseil de la woïwodie Haute-Silésie n'en aura pas décidé autrement. Il n'est point vraisemblable que deux monnaies différentes et tellement inégales en cours puissent exister l'une à côté de l'autre, au cas où la Haute-Silésie deviendrait polonaise. C'est pourquoi les habitants de la Haute-Silésie n'auront pro-

ablement pas beaucoup de confiance que le séjm, qu'on leur a concédé, maintiendra longtemps la monnaie allemande. Du reste, d'après une stipulation du décret polonais réglant les devises, des espèces et monnaies étrangères sont regardées comme des devises qui doivent être mises à la disposition du gouvernement polonais pour ses achats, parce que celui-ci avec le marc polonais ne peut plus rien acheter à l'étranger. Ces dispositions du règlement des devises ne sont pas encore abrogées pour la Haute-Silésie. Les habitants peuvent donc s'imaginer où leurs marcs iraient, si le territoire devenait polonais.

Le cours n'est que le baromètre de la situation économique catastrophale de la Pologne. Le 10 août la circulation fiduciaire s'élevait à 29,4 milliards de marcs polonais, le 10 novembre 1920 à plus de 40 milliards, fin de décembre 1920 à environ 50 milliards; on n'en connaît pas le montant actuel. L'Allemagne a une circulation fiduciaire de 80 milliards, ce qui n'est pas peu et qui pourtant pourrait être qualifié de symptôme de santé, comparé aux forces productives des deux pays. En Pologne, tout commerce est à bout de force. L'industrie n'occupe qu'une partie des ouvriers qu'elle occupait avant la guerre, la production de l'agriculture diminue rapidement et ne suffit pas aux besoins du pays. De plus en plus on constate une pénurie des vivres; la population est décimée par des maladies et des épidémies. Les dettes d'Etat sont énormes. D'après un mémoire transmis à la conférence financière de Bruxelles, la Pologne doit 2,979 millions de francs à la France. D'après le cours actuel c'est une charge de 170 milliards de marcs en faveur de créanciers étrangers. A cela s'ajoute une dette intérieure, dont le montant actuel n'est pas connu, mais qui ne sera pas peu élevé.

Le 20 janvier 1921 le „Kurjer Polski“ annonçait que le déficit du budget polonais s'élevait à 80 milliards de marcs, tandis qu'au mois précédent, le ministre polonais des finances ne parlait que de 60 milliards. Voilà un accroissement de la dette sans exemple, même au pires jours des assignats français. Le ministre des finances lui-même a déclaré, que l'exportation polonaise ne s'élève qu'à 5 % de l'importation. La Pologne doit donc payer presque toute son importation en crédits, et l'on comprend la faim insatiable de l'administration financière de la Pologne, même de marcs allemands dépréciés. Toutes les bonnes intentions de laisser aux habitants de la Haute-Silésie leurs marcs allemands seront détruites.

par le développement fatal de la misère financière polonaise. Il va sans dire, que le développement des prix correspond à la dépréciation de la monnaie. Au printemps de 1920 cent kg de charbons coutaient 16 marcs, en novembre c'étaient 100 marcs, en décembre 300 marcs. Le prix du beurre monta de 6 marcs au printemps à 65 en novembre, et à 150 marcs en décembre. Les ouvriers gagnent 37,50 marcs par heure, mais ne gagnent pas assez pour satisfaire aux besoins les plus élémentaires de la vie. Un veston de mauvaise étoffe coûte 20 000 marcs, une paire de chaussures 6 000 marcs, un pain de 1950 grammes 18 marcs.

D'après le „Dziennik Poznanski“, de 100 marcs du budget général polonais, 50 allaient au budget de la guerre, 12,50 aux chemins de fer, 12,50 au ministère du ravitaillement, 4,40 marcs à l'intérieur et 3,50 aux finances. Les traitements des fonctionnaires dépassaient les recettes de 50 %, fait, qui explique l'intérêt déjà mentionné de M. Kucharzewski, au nombre des fonctionnaires allemands. Toutefois, les habitants de la Haute-Silésie ont une chance qu'ils n'aurent pas, si le pays reste allemand: le service militaire. La Pologne a mobilisé $\frac{3}{4}$ millions de soldats, prêts à suivre un signe des impérialistes polonais, qui aimeraient à conquérir tout le territoire entre l'Oder et le Boug. Ce qui n'empêche pas M. Kucharzewski, de dénoncer „l'impérialisme allemand“ avec ses 100 000 mercenaires sans armes, comme dangereux pour la Pologne, tandis qu'il ne dit pas un mot de l'impérialisme polonais, qui, par sa politique d'aventures, est la première cause de la ruine du pays.

Ces quelques détails de la situation économique et sociale de la Pologne expliquent enfin, pourquoi en Pologne on fait dépendre le sort du pays de la décision de la question haute-siléusienne. Ce n'est ni la prétendue poussée vers l'Est de „l'impérialisme teuto-nique“, qui n'existe plus, ni la menace à la France qui font demander si ardemment aux Polonais la Haute-Silésie, mais simplement l'espérance qu'avec un territoire riche, travailleur et encore assez bien ordonné, la Pologne obtienne en même temps un accroissement de confiance, qui pourrait rétablir son change et son crédit. On croit pouvoir éviter la catastrophe, si la Haute-Silésie forme l'actif de l'économie publique de la Pologne. C'est là l'idée fondamentale de toutes les déclamations polonaises; seulement pour des raisons plausibles, on n'aime pas à faire honneur à la vérité

et c'est pourquoi on est obligé de la couvrir d'un voile, comme le fait M. Kucharzewski.

La Pologne souffre de la maladie européenne: la désorganisation économique, la disproportion entre la production et la consommation, le bilan économique déséquilibré. L'Allemagne aussi est malade et souffre cruellement. Seulement il y a entre la Pologne et l'Allemagne une différence. Celle-ci peut encore espérer retrouver peu à peu le chemin de l'ordre et du salut, tandis que la situation de la Pologne est devenue grotesque et l'on ne voit pas le moyen de la retirer du chaos. Si la Haute-Silésie est donnée à la Pologne, son destin est scellé. Sa force économique ne suffira pas à assainir la Pologne, la Haute-Silésie ne sera qu'une couche de plus dans la pyramide de débris, que constitue la Pologne politique et économique. Restant au contraire liée à l'Allemagne, la Haute-Silésie continuera à former un facteur économique important, dont les forces concourront à la reconstruction de l'Allemagne, et par là de Europe même.





BIBLIOTEKA GŁÓWNA

351482 L11